



CLIMAT REPORTAGE

« Trop cher, trop chaud » : des manifestations alpines contre les JO d'hiver 2030

Quelques centaines de personnes se sont rassemblées sur des ronds-points dans les Alpes samedi 6 janvier pour dénoncer les coûts écologiques, économiques et sociaux du projet de JO d'hiver 2030. Contre les « démons du tout-ski » et en souvenir des gilets jaunes.

Pierre Isnard-Dupuy - 7 janvier 2024 à 11h06

La Saulce (Hautes-Alpes).- Sur la route du retour des vacances dans les Alpes, un drôle de spectacle en forme de courses de ski satiriques attendait les automobilistes samedi 6 janvier. Une action réalisée par le collectif No JO – soutenu par Extinction Rebellion, Les Soulèvements de la Terre, le collectif contre les JO de Paris Saccage 2024, EELV, LFI, Solidaires et la Confédération paysanne – pour marquer son opposition à la candidature française aux Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030. La seule retenue par le Comité international olympique (CIO), fin novembre 2023. Au pas de course, cette candidature commune des deux régions alpines a été dévoilée par les présidents d'Auvergne-Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez (LR), et de Provence-Alpes-Côte d'Azur, Renaud Muselier (ex-LR, Renaissance), en juillet et consolidée jusqu'à cet automne.

« C'est une bonne idée de faire des JO d'hiver quand il n'y a plus d'hiver. Si c'est la fin du monde, il faut se réfugier dans les cerveaux de Muselier et de Wauquiez, parce qu'ils ont vingt ans de retard », raille José Pluki*, artisan du collectif No JO des Hautes-Alpes, dans la sono installée sur le rond-point de l'autoroute A51 en direction de Marseille, à La Saulce, à quelques encablures au sud de Gap. « Trop cher, trop chaud, on ne veut pas des JO », expose un slogan inscrit sur une pancarte, tandis que des opposant-es

distribuent des tracts par les fenêtres ouvertes des véhicules. Même si certain-es maintiennent leur carreau fermé, les automobilistes montrent en général de l'intérêt, ou en tout cas de la curiosité.

« Je suis d'accord avec vous, sauvons nos montagnes ! », lance l'un d'eux. Quelques klaxons de soutien retentissent parfois. « Vous n'avez rien d'autre à faire ? Allez travailler ! », s'agacent quelques autres. Les contacts sont fugaces. Aucun-e ne se gare pour prolonger la discussion. La file de voitures accède au rond-point au pas, comme c'est souvent le cas les samedis de vacances scolaires en hiver, pour cause de redescente des stations de ski vers les métropoles.

Habillé-es de combinaisons de sports d'hiver au couleurs criardes, chaussé-es d'antiques skis de fond, ou prenant place dans un bobsleigh en carton ou encore sur des snowboards à roulettes, les participant-es concourent autour d'une piste sur bitume sécurisée sur une des deux voies du rond-point par des cônes de signalisation disposés par les gendarmes. Quatre-vingts personnes se sont retrouvées à La Saulce. Des manifestations du même type ont rassemblé cinquante personnes à Briançon, soixante à Grenoble et deux cent cinquante à Chambéry selon *Le Dauphiné libéré*.

« Muselier nous promet de la neige et des chalets », entame Stéphane Passeron, ancien skieur de fond professionnel. « Ce sera plutôt du béton et de la pluie », résume le Haut-Alpin en combinaison moulante de ski nordique et nez rouge de clown. Il dénonce également la méthode peu démocratique d'une candidature construite dans l'entourage des présidents de région avec le concours du Comité national olympique et sportif français (CNOSF). « Trois personnes : Renaud Muselier, Laurent Wauquiez et David Lappartient [le président du CNOSF] ont décidé de la vision des Alpes pour les trente ans à venir et on n'a pas notre mot à dire. Il s'agit de la vie des gens, ce n'est acceptable », affirme Stéphane Passeron. No JO demande la tenue d'un référendum.

Loi d'exception environnementale « olympique »

Les présidents de région communiquent pour leur part sur un projet sobre, passant par la réutilisation de la plupart des infrastructures des JO d'Albertville 1992, hormis la construction d'une nouvelle patinoire à Nice. Avec un budget de 1,5 milliard d'euros, loin des factures des éditions russes et chinoises, plus de dix fois plus élevées. Un projet présenté comme source de prospérité qui ruissellera sur les habitant·s et permettra la création de nouvelles infrastructures de transport pour « *désenclaver nos vallées* », selon les mots de Renaud Muselier dans la presse.

Pour les protestataires, cette candidature porte plutôt le sceau du déni climatique et de la fuite en avant pour relancer une industrie touristique condamnée par l'élévation des températures et socialement à bout de souffle. Avant même que les Alpes françaises ne soient définitivement désignées pour les JO 2030 – ce qui pourrait être le cas à l'été 2024 –, le président de la région Paca pousse auprès du gouvernement pour une loi d'exception environnementale « olympique » qui permettrait de moderniser les voies ferrées des Alpes du Sud, d'accélérer le projet de ligne nouvelle ferroviaire de Marseille à Nice et d'aménager des voies rapides en direction de Briançon.

« *Ce n'est pas une mais dix autoroutes A69 qu'on va nous faire de Nice jusqu'au lac Léman. Pas des mégabassines mais des bassines partout pour la neige artificielle* », redoute Stéphane Passeron. « *Si un projet autoroutier se fait, ce sera une atteinte supplémentaire au foncier agricole. Le meilleur des terres agricoles est déjà bouffé dans nos vallées par les zones industrielles et l'urbanisation des stations* », affirme Véronique Dubourg, de la Confédération Paysanne. Cette éleveuse de chèvres laitières à la retraite du côté d'Embrun fustige l'absence de volonté politique sur le rail. « *Ça fait vingt ans que l'on demande davantage de trains* », souffle-t-elle. « *On continue cette société des loisirs et on ne met pas d'argent public dans la santé, l'éducation et la justice* », déplore-t-elle.

Sur les conditions climatiques, les promoteurs des JO assurent qu'il y aura une neige majoritairement naturelle.

La région Paca a publié une étude sur l'enneigement futur qui assure que jusqu'en 2050 les stations d'altitude seront aptes. Les Alpin·es rencontrées ce samedi observent pourtant déjà des limites.

En novembre et décembre, les températures ont fait le yo-yo, occasionnant des chutes de neige massives suivies de fortes pluies sur le manteau neigeux jusqu'à plus de 2 500 mètres d'altitude. Début décembre, une étape de la Coupe de monde de ski a dû être annulée à Val-d'Isère à cause de la pluie. Le même week-end, de terribles inondations ont causé des dizaines de millions d'euros de dégâts dans la région de Guillestre et dans la vallée de l'Ubaye.

« Excuse pour gentrifier nos montagnes »

Un point de bascule climatique pour José Pluki. « *Un mètre de neige a disparu en trois jours. Je n'avais jamais vu ça* », raconte l'Embrunais, qui travaille dans les énergies renouvelables. « *Désormais, on a des effets cévenols [des pluies orageuses d'origine méditerranéenne - ndlr] qui ne remontaient pas jusqu'ici. Ce qui est arrivé cet automne pouvait se produire jusque-là exceptionnellement au printemps* », ajoute-t-il, rappelant la crue dévastatrice survenue dans le Queyras en mai 1957, occasionnée par des pluies diluviennes qui firent fondre précipitamment la neige de printemps.

La sono crache des vieux tubes aux paroles modifiées par les membres de No JO. « *Ils m'entraînent au bout du déni / les démons du tout-ski / Ils m'entraînent jusqu'à l'agonie / les fantômes du profit* », est-il chanté sur l'air des « *Démons de minuit* ». Les manifestant·es pointent également un désastre social.

Ils et elles sont beaucoup à avoir participé au mouvement des gilets jaunes, dont le rond-point de La Saulce a été un épice. De 2018 à aujourd'hui, leurs revendications trouvent une continuité. « *À l'époque, le gouvernement voulait faire payer les prolos qui mettaient du carburant dans leur voiture parce qu'il n'y avait plus d'argent, et maintenant on nous explique que l'on va en mettre pour organiser des JO. Ce n'est pas cohérent* », explique Florian, Gapençais de 25 ans, vêtu de la célèbre chasuble fluo. « *C'est une excuse pour gentrifier nos montagnes. Dans le*

futur, moins il y aura de lieux paradisiaques, plus les riches se les réserveront pour eux », projette-t-il.

Les vacances au ski ne concernent que 8 % des Français, selon le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Crédoc). Et le modèle des stations génère une explosion des prix du marché de l'immobilier qui pèse sur les conditions de vie des habitant·es et des saisonnier·es. Les Hautes-Alpes sont le département français avec le plus fort taux de résidences secondaires : 45 % selon l'Insee, contre 10 % pour la moyenne nationale. Dans certaines stations, dont Serre-Chevalier et Montgenèvre, retenues pour les JO, elles atteignent jusqu'à 90 %. « *Elles ne sont occupées que quelques semaines par an ou bien louées sur Airbnb* », expose Jean-Marc, venu de Gap. En conséquence, la rareté des logements louables à l'année fait monter les prix.

« Fond de solidarité climatique »

Concernant les saisonnier·es, « *ils ne vont pas laisser trois quarts de leur paye pour se loger. Alors ils logent à une demi-heure d'où ils bossent, et ça c'est bien pour l'écologie* », ironise Jean-Marc. Arrivée en 2008 de Paris où elle travaillait à la RATP, Anna songe aujourd'hui à quitter le département à cause des difficultés à se loger. Elle dit occuper une habitation insalubre faute d'avoir les moyens de louer autre chose. Lorsqu'elle s'est installée, elle a été serveuse en station. « *Jamais je n'avais aussi bien gagné ma vie. Je voulais être monitrice de ski*, se remémore-t-elle en exhibant le sigle de l'École du ski français (ESF) sur son pull. *C'est mon fils qui est moniteur aujourd'hui.* » À 53 ans, elle a désormais « *des difficultés d'accès aux emplois saisonniers. Ils préfèrent les jeunes qui ont encore la caisse. Dans mon quotidien, je subis la dégradation des conditions sociales. Je suis en train de glisser vers la pauvreté* », témoigne-t-elle.

Les membres de No JO ne croient pas à des lendemains olympiques qui chantent. Ils et elles préfèrent avancer des solutions pour repenser l'économie en montagne, par exemple avec « *un fond de solidarité climatique* » qui serait alimenté par une partie des bénéfices des activités touristiques d'hiver et d'été, pour soutenir les saisonnier·es mais aussi d'autres professionnel·les comme les paysan·nes

affecté·es par les événements climatiques. Mobilisé depuis un an dans les Hautes-Alpes, alors que les régions évoquaient des candidatures chacune en solo, le collectif espère enraciner la contestation dans toutes les Alpes et prépare de prochaines actions.

La contradiction climatique de Martin Fourcade, parrain de la candidature aux JO d'hiver 2030

L'ancien fondeur Stéphane Passeron, lui-même entraîneur de l'équipe de France paralympique à Vancouver en 2010, pointe la contradiction du parrain de la candidature pour 2030, le récent retraité du biathlon Martin Fourcade. Ce 3 janvier, ce dernier a dénoncé sur X (ex Twitter) le choix du site de Oberhof en Allemagne par la fédération internationale de biathlon, où une course comptant pour la coupe du monde venait d'être reportée pour cause de pluie. « *Combien d'années d'épandage de neige artificielle (produite dans un réfrigérateur géant) sur sol détrempé faut-il pour respecter ses engagements environnementaux ? Il est peut-être temps de choisir un lieu qui correspond à notre époque* », a-t-il [tweeté](#).

« *C'est un début de prise de conscience*, estime Stéphane Passeron. *Oberhof c'est à 800 mètres d'altitude, mais le problème est le même pour Le Grand-Bornand, le site choisi pour les JO 2030 à 900 mètres d'altitude où des tonnes de neige ont été amenées en camion en 2022 pour une épreuve de la coupe du monde* ». L'ancien sportif passé figure de No JO appelle à arrêter les compétitions internationales qui font déplacer athlètes et spectateurs à travers le monde. « *On n'a plus le temps. On doit réduire drastiquement nos émissions de CO2. Les Français doivent les diviser par cinq*, appuie-t-il. *Ça me pèse. J'ai aimé la compétition, l'adrénaline. J'aime mon ski de fond. Ma petite, à sept ans, va faire sa première compét'. On aime tous le ski, on a ça en commun. Il faut qu'on le préserve.* » En réduisant les émissions plutôt qu'en palliant par de la neige artificielle

Pierre Isnard-Dupuy

Boîte noire

* Personnes ayant choisi un pseudo pour préserver leur anonymat.

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart - 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.
RCS Paris 500 631 932. Numéro de CPPAP : 1224Y90071 - Directeur de la publication : Edwy Plenel